**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** République Centrafricaine et Tchad

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL : FINAL (Draft 0)**

**ANNEE DE RAPPORT:** 2021

|  |
| --- |
| **Titre du projet:** Projet de restauration de la paix et du dialogue entre les communautés affectées par la transhumance transfrontalière (RCA/Tchad)**Numéro Projet / MPTF Gateway: MPTF Gateway :** [00113269](https://emea01.safelinks.protection.outlook.com/?url=http%3A%2F%2Fmptf.undp.org%2Ffactsheet%2Fproject%2F00113269&data=02%7C01%7CJacqueline.carbajal%40undp.org%7C0c0e185c9d474017539e08d65ab79373%7Cb3e5db5e2944483799f57488ace54319%7C0%7C0%7C636796141828174986&sdata=roWMAXRxygeKR5YxfciscqIXBcodYhvkGWft%2BPZsat8%3D&reserved=0) (Tchad) et [00113333](https://emea01.safelinks.protection.outlook.com/?url=http%3A%2F%2Fmptf.undp.org%2Ffactsheet%2Fproject%2F00113333&data=02%7C01%7Cmarie.guisse%40undp.org%7C086e0bf87c004dc4cdb108d65ee6d1b2%7Cb3e5db5e2944483799f57488ace54319%7C0%7C0%7C636800742777783258&sdata=G1Qw4zSJoEqT5ooifyHPXQhkTHOpOT%2FG7fKmmaiyKc0%3D&reserved=0) (RCA) |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire:**       | **Type et nom d’agence récipiendaire:** **RUNO: FAO RCA (Agence Coordinatrice)****RUNO: OIM RCA****RUNO FAO TCHAD****RUNO OIM TCHAD** |
| **Date du premier transfert de fonds:** 05/12/2018 (TCHAD) et 10/12/2018 (RCA)**Date de fin de projet:** 30/12/2020 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?** Oui |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[x]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** **Agence récipiendaire Budget** FAO RCA $ 750,000OIM RCA $ 750,000FAO TCHAD $ 750,000OIM TCHAD $ 750,000 Total: $ 3,000,000 Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: **88%**\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgétisation sensible au genre:**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: 505,042.59 **USD** Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: **656,080.38 USD** |
| **Marquer de genre du projet: 2****Marquer de risque du projet: 2****Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »): 2.3** |
| **Préparation du rapport:**Rapport préparé par: Bakary CisséRapport approuvé par: RUNOsLe Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):

**Système de gestion des flux de transhumance mise en place :** la collecte de données des flux de transhumance a permis d’avoir une meilleure compréhension des différents aspects de la transhumance à savoir les flux, les causes de conflits ou des informations sur les éleveurs. La mise en place de mécanismes d’alerte précoce et d’un réseau d’informateurs, relayant les informations pertinentes pour soutenir l’élaboration de stratégies d’atténuation et de médiation des conflits pastoraux, a permis de faire un meilleur suivi des mouvements de transhumance en RCA et à la frontière avec le Tchad assurant ainsi une activité de transhumance sure et ordonnée.Une certaine confiance s’est établie entre les transhumants et les agriculteurs. Le taux de conflits a baissé (2019: 289 cas; 2020: 234 cas), accompagnés de règlements à l’amiable des tensions locales.

* **Renforcement de la cohésion sociale au sein des communautés transfrontalières et des éleveurs transhumants :**

La mise en œuvre d’un dialogue accru entre les différentes communautés d’agriculteurs sédentaires et d’éleveurs transhumants, en veillant particulièrement sur l’inclusion systématique des jeunes et des femmes a permis de développer des mécanismes de gestion des conflits liés à la transhumance, basés sur des informations fiables et stratégiques, mais aussi, de renforcer la résilience des éleveurs et agro-éleveurs, et de renverser les tendances de la perception négative des populations résidentes sur la transhumance.

* **Reprise du dialogue institutionnel :** le projet a permis à la RCA et au Tchad, de reprendre le dialogue institutionnel et politique au niveau national (entre acteurs nationaux) et transfrontalier (entre acteurs des deux côtés de la frontière) sur la problématique des conflits liés à la transhumance.
* **Défis :** La prolongation de la saison pluvieuse, les inondations dans 2 points de suivi (Ngarba et Tiri) et l’insécurité à Ndélé (préfecture de la Bamingui-Bangoran), en RCA, la situation sanitaire liée à la pandémie COVID-19 avec son corollaire de mesures barrières, de confinement et de restriction des mouvements constituent les principaux défis dans la mise en œuvre du projet.

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):

Les activités qui n’ont pas pu être réalisées sont les suivantes :

**RCA**

1. Construction d’infrastructures agropastorales (Puits pastoraux, Aire d’abattage et Marché à bétail) ;
2. Activités génératrices de revenus (AGR) ;
3. Raisons de cette situation :
* Affrontements entre groupes armés entraînant une dégradation sécuritaire et une restriction d’accès à la zone du projet;
* Déplacement massif forcé de la majorité de la population (PDI), dont les membres des comités locaux de paix et autres bénéficiaires;
* Retards d’activités liés à l’impact des mesures barrières de la pandémie à Coronavirus (COVID-19);
* Crise électorale de décembre 2020 qui s’est prolongée au-delà de mars 2021.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

Le résumé des progrès majeurs de consolidation de la paix réalisés dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet est le suivant :

- Une meilleure gestion des flux migratoire et compréhension des dynamiques de transhumance via le renforcement et équipement du poste frontalier au Tchad, la Displacement Tracking Matrix (DTM) dans les deux pays qui a permis de développer une cartographie régulièrement mise à jour, matérialisant les cas de conflits, catastrophes naturelles ou mouvements pouvant occasionner des conflits. Informations permettant aux autorités locales et acteurs clés de mieux prévenir les conflits via les comités d’entente ;

- Le renforcement du dialogue communautaire via la mise en place de comités de dialogue sur la transhumance. Exemple: le Maire de Kabo a servi de médiateur entre les éleveurs et les agriculteurs grâce à la sensibilisation qui a permis aux usagers des ressources pastorales de délimiter les zones de pâturages et d'agriculture sans violences et de les respecter;

- La formation des Champions de la paix et Comités locaux de paix dans le Bamingui-Bangoran (Ndélé), ainsi que des représentants des structures locales de paix (Total de 49 personnes dont 32 hommes et 17 femmes) ;

- La formation des leaders communautaires sur la gestion des rumeurs, les systèmes d’alertes précoces, l’éducation à la paix et les techniques de transformation des conflits ;

- La relance et le renforcement du dialogue institutionnel entre les 2 pays: première réunion sur la transhumance entre les 2 pays tenue en décembre 2019 à Ndjamena (la dernière réunion de cette nature date de 2012). Deuxième réunion de transhumance tenue au niveau local (frontalier) à Maro au Tchad en Mars 2020 avec participation des délégations centrafricaine et Tchadienne. De plus, une stratégie de plaidoyer conjointe a été développée afin de pérenniser les acquis de cette initiative. Durant la préparation de cette réunion, les contacts directs entre les ministères de l'élevage et des affaires étrangères des 2 pays ont repris et ont été concrétisés par la communication officielle du Ministère des Affaires Etrangères du Tchad à celui de la RCA pour la relance de la Commission Mixte Tchado-Centrafricaine (octobre 2019). Le partage d’informations entre autorités locales et acteurs des 2 côtés de la frontière a abouti à la prévention de conflits grâce à la médiation.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):

Les activités de cartographie et de formations ont permis la formation d'enquêteurs issus de la communauté, de leaders communautaires, d'autorités locales et de membres des comités préfectoraux de mise en œuvre de l’Accord politique de Khartoum CMOP sur des sujets extrêmement sensibles liés aux violences basées sur le genre (VBG), gestion de conflits, droit de l'homme.

En Centrafrique, la sensibilisation et la conscientisation des éleveurs par les autorités locales a permis de sécuriser les cultures vivrières dans la zone du projet. Le démarrage des activités de ce projet a permis d'outiller les autorités afin de mieux sensibiliser la population. C'est ainsi qu’un règlement à l'amiable a été signalé à Ndele entre les commerçants à bétail et les propriétaires des parcelles cultivées (champs) aux alentours du marché à bétail.

**Témoignage d’un éleveur (Ndélé, RCA) :**

« *Notre problème n’est pas enraciné dans le conflit avec les paysans. Les taxes illégales et abusives des groupes armés, les vols des bœufs, les brimades, le manque de pâtures et des endroits de survie de nos troupeaux nous amènent à nous retrouver avec les cultivateurs aux mêmes endroits. A cela s'ajoute le racisme, la stigmatisation, la marginalisation, la jalousie, la convoitise et la mauvaise foi des paysans qui attaquent nos bétails. Les paysans et nous sommes ennemis et nous avons pensé les affronter pour la protection de nos bœufs. Mais aujourd’hui, cette ONG nous a formé à collaborer pour faire face à ce qui crée la division entre nous. Nous avons maintenant compris que ce n’est pas une solution de rester en conflit, et de mettre notre vie en danger. Alors, il nous faut du temps, avec votre soutien, pour que cette sensibilisation qui a commencé puisse toucher tous nos frères qui sont loin dans la brousse, afin que cette paix revienne* ». **Aba Moural, représentant des éleveurs RCA**.

Le réseau d’informateurs établi a permis de renouer les liens entre les différentes communautés concernées par la transhumance. Ce réseau, constitué de leaders ou sentinelles, joue le rôle d’intermédiaire entre population transhumante et population autochtone, et participe à la résolution des conflits agriculteurs-éleveurs.

Le rôle d’intermédiaire de ces leaders dans la résolution de conflits a permis d’établir une confiance qui s’est installée entre les transhumants étrangers, les éleveurs centrafricains et les agriculteurs, la baisse du taux de conflits et le règlement à l’amiable des tensions locales, une meilleure gestion des frontières et leur sécurisation. Les sentinelles, les représentants des éleveurs, des agriculteurs et autorités locales ont noté une baisse de conflits comparativement aux années précédentes dans le cadre de l’exécution de ce projet.

A travers les appuis apportés par le projet aux 6 comités d’entente, ces structures ont pris en main l’épineuse question de cohabitation entre les éleveurs et les cultivateurs. Selon le président du comité d’entente de Maro, M. Yansalbaye Magloire, grâce aux formations que nous avons reçues, nous avons acquis de nouvelles techniques de sensibilisation et de gestion apaisée des conflits auxquelles ont pris part activement 17 campements et villages pour une population de 352 personnes dont 212 hommes et 140 femmes.

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1: Les stratégies de réponse et de résilience sont renforcées et facilitées par des données fiables de la cartographie de la mobilité pastorale.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

RCA: En plus des activités de sensibilisation sur la cohésion sociale et les violences basées sur le genre dans le cadre du projet, l’OIM fourni des données fiables sur la mobilité pastorale à travers la DTM. L’un des objectifs à termes de la DTM est de parvenir à relancer les discussions sur l’officialisation des couloirs de transhumance et la promotion de bonnes pratiques de régulation du cycle de transhumance, tout en réduisant les incidents inhérents. L’OIM a réalisé : (I) une revue documentaire des données existantes ; (ii) ensuite une cartographie participative avec les principaux acteurs de la transhumance des zones ciblées ; (iii) le relevé de points GPS et (iv) l’animation de groupes de discussion sur la transhumance. Ainsi, 129 groupes de discussion, constitués de 59% d’hommes et 41% de femmes, ont été animés afin de recueillir les avis des communautés résidentes sur le processus de transhumance à travers leur localité. Notons que le processus de collecte des données, par la DTM est continuel. A ce jour, la DTM estime la population déplacée interne à cause des violences accompagnant le cycle de transhumance à 2 261 individus. L’OIM au travers du suivi des flux interagit avec les éleveurs pour mieux comprendre leurs enjeux tout au long du processus de mobilité pastorale, et le faire savoir pour une meilleure réponse coordonnée. Un premier cycle de collecte dont le rapport est en cours de validation (OIM-FAO), sera disponible sous peu. Entre temps la collecte de données se poursuit sur les 10 points de suivi et s’est poursuivi jusqu’en fin décembre 2020 avec les premières vagues de descentes pour la transhumance transfrontalière.

Tchad:La collecte de donnée avec la Confédération des Organisations Professionnelles des Pasteurs et Acteurs de la Filière Bétail au Tchad (COPAFIB) a suivi son cours et a permis la réalisation de 2 nouvelles cartographies des mouvements de transhumance (Annexe 1, 2 et 3) avec l’appui du mécanisme de système établi dans le cadre du projet. Le mécanisme d’alerte est constitué de leaders et de l’équipe de supervision OIM de Sarh. Les leaders informent l’équipe de l’OIM d’un conflit ou mouvement inattendu et susceptible de causer des conflits dans les quarante-huit (48) heures qui suivent. Ceci leur permet de rédiger des rapports d’alerte. Les sentinelles notifient notamment aux communautés les cas de mouvement des personnes, les estimations de nombre des personnes déplacées, la zone d’accueil ainsi que les pertes en vies humaines et matériels. Elles sont instruites lors des formations de rapporter aussi les cas de catastrophes naturelles pouvant entraver les activités pastorales dans la zone. En cas d’incidents de conflits, les comités d’entente communautaires interviennent auprès des parties prenantes pour éviter toute escalade en organisant des médiations en collaboration avec la FNEC si besoin.

Tous les leaders et collecteurs de la COPAFIB ont été formés par l’IOM sur la méthodologie et les outils de collecte de données (janvier 2020).

Ainsi, le renforcement des capacités des institutions et acteurs clés a permis chez eux l’acquisition de connaissances qui permettent une meilleure gestion des mouvements transhumants, des couloirs de transhumance et la promotion d’un dialogue effectif. Les méthodes de collecte de données développées sur la mobilité pastorale ont permis de mieux suivre les mouvements transhumants à l’intérieur et entre les 2 pays. A travers la mise en place de mécanismes d’alerte précoce et de partage d’informations pertinentes, de stratégies d’atténuation et médiation des conflits les actions du projet ont permis de restaurer un environnement de confiance entre éleveurs et agriculteurs.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Des efforts conséquents ont été faits pour repérer et impliquer systématiquement les femmes ou leurs organisations et les jeunes dans plusieurs activités, notamment les activités de sensibilisations, de collecte de données et réseaux d’informateurs et de suivi des flux migratoires, ainsi que du système de gestion des frontières. Au moins 30% de femmes (bénéficiaires) étaient systématiquement inclus dans ces activités.

L’analyse du contexte sensible au genre a permis aux équipes du projet de : (i) faire un état des lieux et/ou un constat, dans les zones de mise en œuvre (communes, villages, campements, etc.) des différences entre hommes et femmes sur le plan des activités, des besoins spécifiques de femmes et jeunes, des contraintes, de l'accès et du contrôle des ressources et de la prise de décision ; (ii) d’analyser les causes probables de ces phénomènes; (iii) d’identifier les acteurs impliqués, leurs comportements, leurs besoins ou intérêts, les stratégies qu’ils utilisent et leurs relations ; et finalement (iv) d’impliquer tous les acteurs concernés, notamment les femmes et jeunes, dans l’analyse des problèmes identifiés et la recherche de solutions. Ces actions ont favorisé l’implication et la participation de tous aux différentes activités du projet et de progresser vers l’égalité entre les sexes.

**Résultat 2: Les communautés et les acteurs clefs contribuent activement à la prévention et la gestion des conflits liés à la transhumance et les comités de dialogue sont renforcée.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

En RCA: Suite au partenariat signé avec la FAO pour la mise en œuvre d’activités de sensibilisation et de cohésion sociale, l'ONG Search for Common Ground a procédé à la formation des **Champions de la Paix, des structures locales de paix et des autorités locales en l’Approche "Common Ground"** des communautés touchées par les conflits liés à la transhumance dans la Préfecture du Bamingui-Bangoran. Ainsi, 26 personnes ressources, très influentes positivement dans leurs communautés respectives, identifiées et appelées « champions de la paix », ont ensuite bénéficié du renforcement de leurs capacités. Ces personnes ont appuyé la mise en œuvre des activités de sensibilisation et des actions communautaires de consolidation de la paix et de la cohésion sociale par la voie du dialogue entre les communautés.

Afin de renforcer les mécanismes de dialogue communautaire et de la consolidation de la paix dans les zones transfrontalières de la RCA et du Tchad, la FAO et Search, ont organisé un atelier d’élaboration d’un Plan d’Action Communautaire pour les Structures Locales de Paix à Ndélé et ses environs. Ainsi, 57 participants, regroupant des représentants d’autorités locales, conducteurs de taxi moto, commerçants, délégués d’éleveurs et d’agriculteurs, leaders religieux et membres des comités locaux de paix, ont été formés. Au sortir de cet atelier, plusieurs participants ont partagé leur expérience ainsi que leur ressenti face à certaines situations de conflits, entre éleveurs et agriculteurs. Plusieurs recommandations ont été faites au "Peacebuilduing fund" ainsi qu’à la FAO, notamment d'impliquer les groupes armés aux activités, car c’est d’eux que viennent les problèmes de transhumance du fait des taxes infligées abusivement aux éleveurs, afin de pérenniser les initiatives du projet. Aussi, l’ONG VERCA, partenaire d’exécution de la FAO, a mis en place et renforcé la capacité des 07 comités chargés de prévenir et gérer les conflits liés à la transhumance. Au total, 75 leaders communautaires dont 9 femmes, sont formés. Ce qui a permis aux comités de mieux sensibiliser les communautés sur la gestion pacifique des ressources pastorales. Des contrats sociaux (07) sont établis entre les agriculteurs et les éleveurs dans les Préfectures de la Nana-Gribizi (Botto, Ndomete et Mbres) et de l’Ouham (Kabo, Batangafo, Ouaki et de Farazala). Enfin, 97.533têtes de bovin (97,53%) du cheptel pris en charge par le projet sont vaccinées contre la PPCB et 100.000 déparasités.

Par ailleurs, la FAO a réalisé la sensibilisation des éleveurs, vaccinateurs, leaders communautaires et comités locaux de dialogue sur la lutte contre la propagation du COVID-19 dans les zones de Kaga-Bandoro, Batangafo et Kabo, du 24 avril au 04 mai 2020, afin d’éviter la contamination des acteurs de la transhumance. Au total, 71 personnes ont été sensibilisées en cinq (5) séances.

Au Tchad, la FAO et le DOPESSP, partenaire de mise en œuvre, ont organisé des activités de cohésion sociale, des formations, des sensibilisations et l’organisation des émissions radiophoniques. Ces formations sur la gestion apaisée des ressources naturelles et leur utilisation, ont visé les autorités administratives, traditionnelles et militaires, les représentants des organisations communautaires de base et les chefs de services techniques de l’Etat.

Deux autres sessions de formation concernant la complémentarité Agriculture – Elevage, étaient axées sur le renforcement de la cohésion entre ces acteurs du développement rural. Selon M. Ahmat Kariche, président de la Fédération des Eleveurs de la Grande Sido, cette formation a permis de découvrir que les agriculteurs et éleveurs sont complémentaires : « *nous avons beaucoup de choses qui nous unissent que celles qui divisent. Nous devons beaucoup plus mettre en exergue ce qui nous unis* ». Une campagne de vaccination et de déparasitage des 100 000 têtes de bétail a été réalisée dans la zone de Maro.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Les femmes ou leurs organisations et les jeunes ont été systématiquement impliqués dans toutes les activités, notamment celles de sensibilisations, de cohésion sociale et de dialogue intercommunautaire (composition des comités locaux de prévention et de gestion des conflits et gestion des ressources naturelles, choix des Champions de la Paix, etc.), de formations et renforcement de capacités et activités génératrices de revenus (AGR). C’est ainsi qu’au moins 30% de femmes (bénéficiaires) étaient systématiquement inclus dans les comités de dialogue et les AGR, les formations, les vaccinations et déparasitage du bétail, etc. Ce taux minimum d’inclusion des femmes dans les activités a parfois été plus élevé comme dans le cas de la formation des champions de la paix à Ndélé où le taux était de 60% de femmes.

**Résultat 3: La gestion des frontières est améliorée et le dialogue autour de la transhumance entre les deux pays appuyés.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:*On track with peacebuilding results*

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**En RCA**: Une collecte de données a été effectuée entre le 1er Janvier et le 15 Février 2020 par l’OIM à travers la DTM, à la suite d’une cartographie participative appuyée par la FNEC et l’ANDE. Les principaux résultats sont:

La présence d’éleveurs transhumants affecte la perception de la situation sécuritaire, surtout à cause de la présence visible de certains éleveurs armés. Cette situation provoque une peur qui limite la liberté de mouvement des populations locales, avec un impact particulièrement négatif sur les populations déplacées internes.

Il a aussi été indiqué que dans certaines localités, des personnalités traditionnellement associées à la gestion de la vie des communautés voient leur pouvoir de prise de décision réduit ou subissent l’ingérence des groupes armés, rappelant ainsi la nécessité de renforcer l’appui à la présence institutionnelle étatique, et le besoin d’accompagner des acteurs externes potentiels dans la consolidation d’un mécanisme fonctionnel de régulation de la transhumance.

Le suivi des mobilités par l’OIM des mouvements de retour des populations dans la zone de projet, entre juillet 2019 et août 2020, a montré une augmentation de 23% (rapports DTM round 8, 9, et 10).

**Au Tchad:** Les Formation sur le Système d’Analyse des Données et des Informations Migratoires (MIDAS) : 4 formations MIDAS dans le cadre de l’appui du renforcement de capacités de gestion de frontières ont eu lieu à Maro, Ndjamena et Sarh incluant les policiers, les superviseurs, chefs traditionnels et autorités locales (Voir rapport de formation en annexe).

Aussi, le guide et sa version poche, mis à la disposition des praticiens, ont été validés par les parties prenantes et le Bureau Régional de l’OIM (Annexe 7 et 8).

Une première réunion de transhumance transfrontalière entre la RCA et le Tchad a eu lieu à Ndjamena du 04 au 06 décembre 2019. Elle a été organisée par le Gouvernement du Tchad en collaboration avec la FAO, l’OIM et le Gouvernement de la RCA. Cette réunion a permis de renforcer le dialogue interinstitutionnel et la communication politique entre le Tchad et la RCA sur les enjeux de la transhumance, et a permis de développer les mécanismes de communication institutionnelle et de gestion frontalière de la transhumance transfrontalière.

Une seconde réunion s’est tenue du 17 au 19 Mars 2020 à Maro, au Tchad. Cette réunion a été organisée par le Ministère de l’Elevage et des Productions Animales de la République du Tchad en collaboration avec la FAO du Tchad et de la RCA.

A l’issue des 2 réunions, des recommandations ont été adoptées: (i) Réactiver l’accord bilatéral sur les mouvements du bétail entre le Tchad et la RCA ; (ii) Reprendre les rencontres de la Commission mixte RCA/Tchad en mettant un accent particulier sur la Transhumance Transfrontalière ; (iii) Favoriser la régulation de la Transhumance Transfrontalière  conjointe et inclusive au niveau national et local ; (iv) Prendre en compte le rôle et la responsabilité des femmes dans chaque mécanisme de gestion de la Transhumance Transfrontalière  ; (v) Actualiser et harmoniser les textes réglementaires et législatifs; (vi) Renforcer les infrastructures agropastorales; (vii) Promouvoir l’accès aux services sociaux de base pour les populations transhumantes ; (viii) Favoriser l’établissement de Chartes locales transfrontalières ; (voir annexes) ; (ix) L’élaboration d’un plaidoyer pour le renforcement du dialogue politique et institutionnel entre la RCA et le Tchad autour de la transhumance transfrontalière. Ce plaidoyer a été élaboré grâce aux données et informations collectées auprès des acteurs de ces deux pays.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Idem que pour le résultat 2.

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)Le suivi se fait régulièrement par l'équipe du projet. Un planning des activités a été élaboré pour faciliter l'exécution des activités. Des missions régulières de terrain en RCA et au Tchad ont eu lieu. Les rapports de suivi sont en annexe.  | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? OuiLe projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires? Oui |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport?Non | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): $50,000 Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*:       |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donnateur: Montant ($):Union Européenne : 2,357,490Nom de donnateur: Montant ($):Ambassade de France: 600,000Nom de donnateur: Montant ($):Consortium DFID, UE et Worshipful Company of Arbitrators: 5,893,725  |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | L'implication et la responsabilisation des comités locaux de dialogue dans la sensibilisation et la gestion des conflits éleveurs-agriculteurs a conduit à la mise en place de comités préfectoraux de transhumance qui ont permis une baisse des tensions dans certaines localités. Ils constituent aussi un gage de pérennisation des actions de consolidation de la paix.  Au cours des réunions de sensibilisation des autorités administratives et coutumières, le genre a occupé une bonne partie des discussions. L'autonomisation des filles et des femmes à travers leur implication dans les activités pour contribuer à renforcer leur accès aux moyens d'existence a été relevé au cours de ces réunions. On note que le critère genre a été pris en compte dans la composition des comités cantonaux de paix. En prélude à la mission d'information sur le projet à Maro, mission conduite par la FAO Tchad, le Secrétaire Général du Département de la Grande Sido, M. Bienvenue Simadjingar, a rapporté que selon le Préfet du Département de la Grande Sido, globalement, il avait aussi été question de l'implication des femmes dans les structures de dialogue intercommunautaire, ce qui sera un vecteur de renforcement de la paix et de la cohésion sociale.. Au total, 17 personnes avaient pris part à cette réunion de sensibilisation dont 5 femmes et 12 hommes. Lors des formations il a été assuré une représentativité du groupe des femmes et dans le cadre de l'élaboration des questionnaires de collecte d'informations sur le passage des transhumants il a été élaboré un questionnaire spécifique pour les femmes afin de collecter leur propre opinion du phénomène migratoire dans le cadre de focus group dédié. La dynamique de genre est en effet prise en compte dans le cadre du résultat 1 au vu de l'impact spécifique de la transhumance auprès des femmes (incidents de protection, économiques...) Au cours de la mission conjointe de sensibilisation sur les infrastructures pastorales du 30 septembre au 10 octobre 2020 ?, les comités de paix de la Grande Sido, ont émis le vœu que le projet puisse les aider à avoir un local à Maro qui servira de cadre d'accueil de leurs réunions et autres manifestations en faveur la paix dans la Grande Sido. Ils ont aussi demandé à ce qu'un cadre pareil soit aussi érigé à Sido, ville frontalière avec la RCA. Un besoin en formation en techniques de médiation communautaire a aussi été soulevé par le comité de Sido, cette demande a été fortement appuyée par le Sous-préfet de Sido et le chef de canton de Maro.  |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$29,418

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

- Une sensibilisation sur les mesures de prévention contre la Covid – 19 a été

 organisée dans le Grande Sido (OIM Tchad).

- Les activités de renforcement de capacités des comités de dialogue ou

 d’entente

 et de vaccination du bétail, qui d’ordinaire mettent ensemble différents

 acteurs des communautés en grand nombre, se sont poursuivies en nombre

 restreint, par respect des mesures barrières de la COVID-19 (FAO RCA et

 Tchad).

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

[x]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[ ]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[ ]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[x]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**Les stratégies de réponse et de résilience sont renforcées et facilitées par des données fiables de la cartographie de la mobilité pastorale | Indicateur 1.1% d’augmentation de la confiance des communautés en la performance des institutions et mécanismes de gestion des conflits liés à la transhumance. | **0** | **80%** | **DTM**: Rapport d’évaluation des mouvements de Transhumance le long des couloirs de Bamingui-Bangoran, Nana-Gribizi et Kabo: Dans 80 /92 localités, les communautés jugent favorables les décisions rendues par les comités locaux de paix. | **87%** |  |
| Indicateur 1.2% de baisse d’incidents de viols et de violences sexuelles relatives aux problématiques de transhumance transfrontalière | **0** | **20%** | **MINUSCA** :Monitoring des incidents liés à la transhumance pendant les saisons de transhumance (Groupe de travail sur la transhumance).Données de Janvier à Juin :- 2019, 289 cas ;- 2020, 234 cas. | **19%** |  |
| Indicateur 1.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.1La mobilité pastorale est décrite à travers les collectes de données bimestrielles | Indicateur 1.1.1Nombre de cartographies développées et de rapports partagés avec les parties prenantes à la Transhumance | **0** | 3 cartographies et de 3 rapports | Méthode DTM : - collectes de données sur mobilité pastorale ;- Cartographie et matérialisation des activités de transhumance | **3 cartographies réalisées (100%)** |  |
| Indicateur 1.1.2% de baisse de déplacement interne causé par les conflits et la violence des mouvements de transhumance. | 67 495(Forum Humanitaire et OCHA, 2018) | **20%** | 2261 personnes déplacées à cause des conflits entre agriculteurs et éleveurs en 2019 | **96.65% (taux d’amélioration lié à l’action conjuguée des acteurs humanitaires et la MINUSCA)** | **Base de donnée 2018: une très faible part des déplacements liés aux activités criminelles des groupes armés est certainement possible.**  |
| Produit 1.2Les mouvements transfrontaliers de populations mobiles et transhumantes sont désormais sûrs et facilités par les éléments locaux impliqués dans la chaine de sécurité | Indicateur 1.2.1Augmentation de la sureté des mouvements transfrontaliers de populations mobiles et transhumantes | **0** | **25%** | **DTM : l**e rapport du suivi des flux des mouvements transhumants, validé en Août 2020, révèle que la sureté de la mobilité s’est améliorée d’environ 55.8%, selon l’avis des communautés des localités enquêtées, et que dans 44.2% (57/129 localités), les mouvements transhumants ont été accompagnés de conflits. | **55.8%**  |  |
| Indicateur 1.2.2Nombre d’agent spécialisés de chaque pays, formés sur la gestion intégrée des frontières incluant les flux migratoires et transhumants. | **0** | 200 agents dont 30 hommes, 70 femmes, 50 jeunes garçons, 50 jeunes filles | Des sessions de formation ont été organisées à l’intention des techniciens de l’élevage, de l’agriculture et des associations d’éleveurs en RCA et au Tchad. Certaines sessions ont parfois connu la participation de l’OIM, la MINUSCA et d’autres partenaires de mise en œuvre (Agriculture, Elevage). | **100%** |  |
| Produit 1.3 | Indicateur 1.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.4 | Indicateur 1.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 2**Les communautés et les acteurs clefs contribuent activement à la prévention et la gestion des conflits liés à la transhumance et les comités de dialogue sont renforcés dans les zones transfrontalières | Indicateur 2.1% accru de résolution de conflits à travers les comités de dialogue | **0** | ≥ 50% 3000 bénéficiaires dont :Hommes : 450 (15%) Femmes : 1050 (35%)Garçons : 750 (25%)Filles : 750 5 (25%) | Les comités de dialogue ont résolu 15 conflits sur 20 enregistrés. Dont 2 non résolus au Tchad et transmis à la justice (juge de paix) où ils ont été résolus et 3 résolus par groupes armés en RCA. | **75%** |  |
| Indicateur 2.2Retour accru des populations (agriculteurs/éleveurs) dans les zones d’intervention | DTM round 8 - juil 2019 (115 074 retournés dans la zone du projet) | ≥ 25% | DTM round10 – août 2020 (141 646 retournés) | **23.1% d’amélioration** | Les fréquents vols de bétail des éleveurs transhumants par certains jeunes désœuvrés suivis de représailles de la part des transhumants armés, d’une part, et les exactions des groupes armés sur les populations (transhumants, populations résidentes), entrainant parfois des conflits violents, ont très souvent ralenti les mouvements de retour des populations déplacées dans leurs localités d’origine. Toutes les activités prévues et nécessaires ont été menées mais comme c’est un indicateur d’effet, il n’y a pas de moyen direct pour le faire évoluer au rythme prévu. Nous espérons que le temps et les efforts qui vont suivre vont renforcer l’effet.  |
| Indicateur 2.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.1Les mécanismes de dialogue communautaire et de la consolidation de la paix sont facilités et renforcés dans les zones transfrontalières | Indicateur 2.1.1Amélioration de la perception de la sécurité personnelle des populations dans les régions ciblées et dans les zones transfrontalières | Faible perception | ≥50% | **DTM**: 70% des localités évaluées ont connu des conflits liés au passage d’éleveurs.La présence d’éleveurs transhumants, affecte la perception de la situation sécuritaire, surtout à cause de la présence visible de certains éleveurs armés. Cette situation limite la liberté de mouvement des populations locales, avec un impact particulièrement négatif sur les populations déplacées internes.En plus la présence des groupes armés ne crée pas un climat toujours favorable pour encourager les communautés à jouir du bénéfice de la transhumance pacifique. | **30%** environ(39/129 localité ont un regard relativement positif de la situation sécuritaire) | La présence d’éleveurs transhumants, affecte la perception de la situation sécuritaire, surtout à cause de la présence visible de certains éleveurs armés. Cette situation limite la liberté de mouvement des populations locales, avec un impact particulièrement négatif sur les populations déplacées internes dont les moyens de subsistance sont déjà limités. Rajoutée à la présence des groupes armés, le schéma obtenu ne crée pas un climat toujours favorable pour encourager les communautés à jouir du bénéfice de la transhumance pacifique. Toutes les activités prévues et nécessaires ont été menées mais comme c’est un indicateur d’effet, il n’y a pas de moyen direct pour le faire évoluer au rythme prévu. Nous espérons que le temps et les efforts qui vont suivre vont renforcer l’effet.  |
| Indicateur 2.1.2% des membres des comités de dialogue indiquant une meilleure capacité à résoudre les conflits à base communautaire | Faible capacité | **70%** | Implication de 1,072 membres des comités de dialogue dans la résolution de 20 conflits majeurs communautaires grâce à une forte mobilisation des membres (RCA, Tchad).Seules 511 membres de ces comités ont une meilleure capacité à résoudre les conflits. La réhabilitation des infrastructures pastorales, ainsi que les AGR n’ont pas été réalisées en RCA.  | **47.67%** | **Impraticabilité des voies d'accès dans le zone du projet en saison pluvieuse (RCA et Tchad) ;** **Temps des escortes militaires trop longues en RCA, rallongeant ainsi les délais d'exécution des activités sur le terrain ;****Insécurité chronique dans les zones du projet. L’exemple de Ndélé dans la Bamingui-Bangoran, qui a paralysé les activités dans la zone pendant plus de deux (2) mois, etc.** |
| Produit 2.2Le dialogue intercommunautaire entre agriculteur et éleveurs et entre éleveurs des deux pays est renforcé à travers des initiatives conjointes d’appui au bétail | Indicateur 2.2.1Taux d’adhésion des populations aux activités des comités de dialogue | <10%**492** personnesdont 274 femmes (55.7%) | ≥ 80%**432** personnes bien impliquées) dont 255 femmes (51.84%) | - Sensibilisation et remise de 8 motos dont 7 sept (7) aux comités de dialogue et 1 au Secteur Départemental de l’Élevage, afin de renforcer leur capacité d’intervention dans le cadre des résolutions de conflits. Cette action a boosté l’implication des acteurs dans les sessions de sensibilisation à la cohabitation pacifique et autres activités des comités (Tchad);- Réalisation et mise à disposition de six (6) puits pastoraux aux éleveurs transhumants (Tchad);- Adhésion massive aux campagnes de vaccination (200.000) et déparasitage du bétail (200.000).  | **87.8%** **197.533 vaccinés****(2.467 doses perdues)****200.000 déparasités** |  |
| Indicateur 2.2.2Participation accrue des 2 communautés aux initiatives conjointes (agriculteurs/éleveurs) | <2% | 60% | Tchad : 753 personnes dont 258 femmes (34.26%) et 213 hommes des 2 communautés (autorités, agriculteurs, éleveurs, leaders communautaires et techniciens) ont pris part aux différentes activités réalisées par les comités de dialogue (sensibilisations, résolution de conflits, gestion des ressources naturelles, AGR, activités culturelles et sportives, vaccination du bétail, etc.). RCA: 1536 personnesDont 485 femmes (31,57%) et 1051 hommes |  **76.3%** **(2,289/3,000 bénéficiaires)**  |  |
| Produit 2.3 | Indicateur 2.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.4 | Indicateur 2.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 3**La gestion des frontières est améliorée et le dialogue autour des réunions de transhumance transfrontalière entre les deux pays appuyé | Indicateur 3.1Existence d’un cadre de dialogue sur la transhumance entre la RCA et le Tchad | Aucun contact | Un cadre de dialogue sur la transhumance est effectif | Cadre de dialogue est mis en place (Commission Mixte RCA/Tchad réactivée). Deux réunions tenues : 04-06 décembre 2019 à N’Djamena et 17-19 Mars 2020, à Maro, Tchad. | **100%** |  |
| Indicateur 3.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.1Renforcement des capacités du système de gestion de frontières à travers la formulation de SOPs et l’appui en équipement | Indicateur 3.1.1Des méthodes claires et efficaces sont adoptées par le système de gestion de frontières pour assurer la sécurité et une meilleure organisation des mouvements de transhumances transfrontaliers | **0** | Validation des SOPs par le système de gestion de frontière et publication des SOPs | SOPs disponible | **100%** |  |
| Indicateur 3.1.2Les membres du système de gestions des frontières sont formés à l’utilisation du système MIDAS | **0** | 25 | Formation de 39 agents du système de gestions des frontières**,** puis Installation des équipements du MIDAS dans le bâtiment construit au poste frontière de la Grande Sido (Tchad) | **156%** |  |
| Produit 3.2Les plates-formes de dialogue sur la transhumance transfrontalière et les mécanismes de coordination entre la République centrafricaine et le Tchad sont renforcées à travers une communication régulière | Indicateur 3.2.1Existence d’une stratégie de plaidoyer facilitant le contact entre le 2 pays sur la transhumance | **0** | 1 document | Document disponible | **100%** |  |
| Indicateur 3.2.2Nombre de réunions de transhumance transfrontalière organisées | **0** | ≥3 | **2** réunions organisées:Du 04 au 06 décembre 2019 à N’Djamena et du 17 au 19 Mars 2020, à Maro, Tchad. | **>50%** | **Restrictions liées aux mesures barrières liées à la pandémie à coronavirus (COVID-19) : chaque réunion de transhumance transfrontalière regroupe au moins 50 participants, alors que le règlement interdit les rassemblements de plus de 15 personnes.** **Les 2 dernières réunions n’ont pas pu se ternir en raison de la restriction des grands rassemblements liée au respect des mesures barrières de la COVID-19.** |
| Produit 3.3 | Indicateur 3.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.4 | Indicateur 3.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 4** | Indicateur 4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.1 | Indicateur 4.1.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.2 | Indicateur 4.2.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.3 | Indicateur 4.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.4 | Indicateur 4.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.4.2 |  |  |  |  |  |